



COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Jean Pierre Le Calvez (Gavi Alliance) : +41 22 909 6520
ou Michel Aublanc (Consultant média Paris) : +33.1 69.286.286

EMBARGO JUSQU'AU JEUDI 12 OCT 2006 11.00 H GMT - 13.00 PARIS

Présentation à Paris d'un nouvel émetteur obligataire supranational :
La Facilité internationale de financement pour la vaccination
(IFFIm International Finance Facility for Immunisation)

Les recettes escomptées devraient permettre de sauver la vie de millions d'enfants parmi les plus pauvres du monde, d'augmenter l'impact de l'Alliance GAVI, de stimuler l'utilisation de vaccins et d'améliorer les systèmes de santé.

Paris, le 11 Octobre, 2006. L'IFFIm (La Facilité internationale de financement pour la vaccination, *International Finance Facility for Immunisation*), la Banque mondiale, en sa qualité d'administrateur de la trésorerie, ainsi que Deutsche Bank et Goldman Sachs comme chefs de file conjoints, ont entrepris cette semaine une tournée de présentation qui fera étape dans cinq villes européennes afin de rencontrer les investisseurs potentiels et de leur donner des informations de base sur l'IFFIm et ses objectifs de financement.

L'IFFIm est une nouvelle institution de financement du développement destinée à accélérer la disponibilité de fonds qui seront utilisés pour des programmes de vaccination et de santé par le biais de l'Alliance GAVI dans 70 des pays les plus pauvres du monde.

« La création de l'IFFIm donne aux investisseurs une occasion de participer à l'élargissement d'une collaboration très réussie du secteur privé et public dont l'objectif est de sauver la vie des citoyens les plus jeunes et les plus vulnérables du monde et d'améliorer leur existence », a expliqué Julian Lob-Levyt, Secrétaire exécutif de l'Alliance GAVI. « Les fonds ainsi mobilisés permettront à GAVI de tirer parti de ses succès, de renforcer les systèmes de santé dans les pays les plus démunis et d'élargir l'accès à des vaccins qui auraient auparavant été considérés comme hors de portée. »

D'après la Banque mondiale, administrateur de la trésorerie de l'IFFIm, et sous réserve des conditions du marché, l'IFFIm prévoit de lancer ces prochaines semaines la transaction inaugurale sur le marché des titres libellés en dollars américains avec une échéance de référence et pour un montant de 500 millions à 1 milliard de dollars. Le montant exact sera fonction des besoins financiers de l'IFFIm pour les programmes de vaccination des prochains mois et des réactions des investisseurs.

« L'IFFIm nous permettra de faire quelque chose pour alléger les terribles souffrances des nations pauvres, tout en sauvant la vie de millions d'enfants », a déclaré Michèle Bocoz, Directrice des affaires internationales à l'Institut Pasteur de Paris et membre du Conseil d'administration de l'IFFIm. « Nous avons en outre la possibilité de démontrer l'utilité d'un nouveau type de financement du développement international, qui s'attaque à des problèmes apparemment insolubles des pays à faible revenu avec un modèle confirmé et ayant fait ses preuves dans le monde des affaires. »

Pendant ses cinq premières années d'activité, l'Alliance GAVI a obtenu des progrès remarquables. Une récente étude de chercheurs de l'Université de Harvard, publiée dans *The Lancet*, porte au crédit de GAVI d'avoir pu renverser la tendance à la baisse dans la couverture vaccinale des enfants des pays les plus pauvres.

« C'est la première fois que l'on dispose de preuves concrètes montrant que l'un des grands programmes mondiaux de santé a eu un impact réel », a noté Christopher Murray, l'un des auteurs de l'étude, cité dans un communiqué de presse de l'Université de Harvard daté du 17 septembre 2006.

Depuis son lancement en 2000, GAVI a montré que pour que l'aide au développement soit efficace, il faut cibler les ressources et conserver une certaine souplesse aux processus. Les pays pouvant bénéficier du soutien de GAVI ont amélioré leurs taux de couverture vaccinale et ont introduit avec succès de nouveaux vaccins. Comme l'a remarqué le Dr Lob-Levyt, secrétaire exécutif de l'IFFIm, GAVI a obtenu ces succès grâce à une approche qui a fait ses preuves : récompenser les résultats et laisser aux pays partenaires le soin de définir leurs propres plans pour atteindre leurs objectifs en matière de vaccination. »

Se fondant sur les données fournies par l'Alliance GAVI, Chris Murray et ses collègues de Harvard ont examiné l'impact du financement de GAVI sur la couverture des vaccins de base dans des pays qui avaient reçu un soutien pour les services de vaccination, ainsi que pour l'achat de nouveaux vaccins et de seringues autobloquantes. Les auteurs ont conclu que « le succès du financement pour le soutien aux services de vaccination dans les pays enregistrant un taux de couverture inférieur à 65% démontre qu'un partenariat du secteur public et du secteur privé est capable de renverser une tendance négative dans certains environnements ».

Le succès de GAVI a conduit six pays européens – l'Espagne, la France, l'Italie, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède – à faire des engagements juridiquement contraignants en faveur de l'IFFIm. Les pays donateurs jugent qu'une accélération des activités de l'Alliance GAVI aidera à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, en réduisant de manière spectaculaire le nombre d'enfants qui succombent chaque année à des maladies évitables par la vaccination. L'IFFIm permettra de vacciner 500 millions d'enfants supplémentaires, et évitera 5 millions de décès chez les enfants d'ici à 2015 et 5 millions de décès qui se seraient produits ultérieurement à l'âge adulte.

« Ce sont les résultats obtenus par les pays qui ont rendu possible l'accroissement du financement pour la vaccination par le biais de GAVI », a rappelé le Dr Lob-Levyt. « Contrairement à une idée très répandue, les systèmes de vaccination dans beaucoup des pays les plus pauvres, même ceux émergeant d'un conflit, font preuve d'une résistance considérable. Cela semble indiquer que nous avons sous-estimé la capacité de certains pays à absorber des fonds, alors que les donateurs invoquent souvent la faiblesse de cette capacité d'absorption comme justification pour retarder les investissements. »

L'Alliance GAVI :

L'Alliance GAVI rassemble tous les principaux acteurs de la vaccination. Elle compte parmi ses partenaires des gouvernements de pays en développement et de pays donateurs, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Banque mondiale, des fabricants de vaccins aussi bien de pays industrialisés qu'en développement, des instituts techniques et de recherche, des organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que la Fondation Bill & Melinda Gates. On estime que, fin 2005, le soutien de GAVI avait permis d'éviter plus de 1,7 million de décès prématurés.

Les activités de GAVI sont essentielles pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement qui se rapporte à la santé des enfants et qui prévoit une réduction des deux tiers de la mortalité infantile d'ici à 2015. Tous les ans, plus de 10 millions d'enfants meurent avant d'atteindre leur cinquième anniversaire et 2,5 millions d'entre eux succombent à des maladies qui auraient pu être évitées par des vaccins nouveaux ou déjà disponibles.

Le présent communiqué de presse ne constitue pas une offre de vente de titres de l'International Finance Facility for Immunisation Company (« IFFIm ») aux États-Unis d'Amérique. Les titres ne sont pas enregistrés conformément à l'U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié et ne peuvent être offerts ni cédés aux États-Unis ou à des personnes des États-Unis sauf s'ils ont bénéficié d'une exemption à l'obligation d'enregistrement. Toute offre des titres s'effectuera uniquement au moyen d'un prospectus contenant des informations détaillées sur l'IFFIm, sa direction ainsi que ses états financiers. Ces prospectus seront distribués par l'IFFIm. Le présent communiqué de presse ne constitue pas une offre de vente des titres décrits. L'offre et la vente des titres décrits dans le présent document sont soumises à des restrictions en vertu de la législation de plusieurs pays. Les titres ne peuvent être offerts ou vendus que conformément à ces législations.